L'Ajournement

Le comité doit présenter son rapport le 6 juin, dans quelques jours, et je ne voudrais donc pas me perdre en conjectures quant aux conclusions de l'enquête très approfondie qu'il mène actuellement. Néanmoins, je crois utile de faire quelques réflexions très générales au sujet des questions que le député a soulevées.

● (1810)

Le prix de détail des produits à base de blé ne dépend pas tellement du coût des matières premières. Le coût de la farine ne représente qu'environ 70 p. 100 du prix pour les produits de boulangerie, 8 p. 100 pour les biscuits, 30 p. 100 pour les pâtes et les produits à base de farine et seulement 5 p. 100 en ce qui concerne les céréales pour le petit déjeuner. Néanmoins, en raison de la marge bénéficiaire prélevée par chaque intermédiaire, dans certaines circonstances les hausses de prix auxquelles le producteur doit faire face se retrouvent multipliées au bout de la chaîne. Il est important pour les consommateurs, et surtout pour les économiquement faibles qui consomment davantage de pain et de céréales, que la marge bénéficiaire soit maintenue à un niveau raisonnable. Je constate avec plaisir que le député en est conscient. C'est aussi important pour les entreprises de transformation du blé, qui doivent livrer concurrence sur les marchés intérieur et international.

L'étude dont le député a fait état révélait un problème de concentration et donc des gains excessifs chez les minotiers. A ce que je sache, les données utilisées ne se prêtaient pas parfaitement à une analyse financière de cette nature, de sorte que le pourcentage des bénéfiques dans ce secteur au Canada était sans doute supérieur à la réalité. Selon une analyse faite à partir d'autres données, les bénéfiques enregistrés dans le secteur de la minoterie se comparent beaucoup mieux à l'ensemble du secteur agro-alimentaire.

Sous l'égide de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, le directeur des enquêtes et recherches est également au courant des rapports concernant le niveau des bénéfiques dans le secteur de la minoterie. Il examinera toute information tendant à montrer que certaines activités contreviennent aux dispositions législatives. Tout député qui dispose de renseignements sur de semblables activités dans ce secteur voudra assurément les transmettre sans délai au directeur en question.

LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT—LA SURVEILLANCE DE L'EXAMEN DES SOLUTIONS PROPOSÉES PAR LE GROUPE DE TRAVAIL.

M. Bill Attewell (Don Valley-Est): Monsieur le Président, le 28 avril 1986, j'ai posé une question au ministre des Finances (M. Wilson) concernant les dépenses du gouvernement et, plus précisément, les modalités de surveillance envisagées pour l'examen des options proposées par le groupe de travail Nielsen. Somme toute, puisque ce groupe a abattu un travail de titan, il serait bien regrettable de ne pas récolter le fruit de ses démarches.

Le groupe de travail Nielsen, mis sur pied le 28 septembre 1984, a entrepris la tâche herculéenne d'examiner les 989 programmes et services fédéraux qui absorbent, chaque année, plus de 92 milliards de dollars provenant des deniers publics. Malgré la complexité d'une telle entreprise, il n'avait qu'un an pour rendre compte de sa mission. Le volumineux rapport déposé à la Chambre le 11 mars 1986, était le premier du

genre à offrir un tableau complet des activités du gouvernement fédéral.

L'une des caractéristiques les plus intéressantes de ce rapport, c'est que chaque équipe, quel que soit le programme examiné, a cerné plusieurs types généraux de dépenses qui revenaient fréquemment. Ainsi, les rubriques communes, comme les présente le rapport, offrent une description intéressante, et plutôt démoralisante parfois, du mode de fonctionnement emprunté jusqu'ici par le gouvernement fédéral. La subvention universelle est un thème qui revient périodiquement dans les différents rapports des équipes en question. Je parle des subventions accordées par le biais du régime fiscal ou à titre de dépenses directes. Les équipes de travail ont découvert que nombre de subventions ne reposaient sur aucun fondement économique, mais uniquement sur des considérations politiques.

Ces équipes ont relevé un autre problème concernant les subventions universelles. Elles se sont rendu compte que dans nombre de programmes, le gouvernement finançait l'effort et non pas le succès. On a circonscrit un autre type général de dépenses que l'équipe concernée a appelé totalité fiscale pour désigner simplement l'étude globale de l'incidence de certaines dépenses.

Les programmes nouvellement proposés n'ont pas été examinés en fonction des dépenses gouvernementales en général. Par conséquent, ces dépenses s'accroissent de manière exponentielle au fur et à mesure que s'ajoutent de nouveaux programmes, et il devient pratiquement impossible de déterminer la corrélation financière précise entre les programmes nouveaux et les anciens. À mon avis, il conviendrait de prévoir dans ces programmes certaines dispositions abrogatoires.

D'où l'impression qu'on avait perdu le contrôle des dépenses gouvernementales. L'absence de mémoire des institutions est en rapport étroit avec la surveillance insuffisante des programmes gouvernementaux en général et de leurs conséquences. Il peut en résulter un chevauchement inutile des programmes et des efforts et au maintien en vigueur de programmes qui n'ont plus leur raison d'être.

● (1815)

Les groupes d'étude ont également mis à jours d'autres questions générales à trancher comme par exemple l'insuffisance des méthodes d'évaluation des programmes, les lacunes du système de dotation, qui incitent peu à réduire la taille de l'organisation, et la force envahissante du *statu quo*. En tout et pour tout, les groupes de travail ont décelé des problèmes que l'on retrouve un peu partout dans l'administration fédérale et qu'il s'impose sérieusement de régler. La prédominance des subventions et des programmes qui récompensent l'effort plutôt que le succès est un autre élément des programmes fédéraux au sujet duquel il faut intervenir.

Au cours de la très courte période de temps dont il disposait, le Groupe de travail Nielsen a accompli une tâche difficile et complexe. Non seulement a-t-il identifié les programmes précis où des changements peuvent être apportés, mais il a défini les grands thèmes dont procèdent ces programmes, qu'un ministre ne peut à lui seul modifier, mais qui nécessitent l'engagement de tout le gouvernement pour apporter des changements marqués d'attitude et de profit si désespérément nécessaires pour rendre les programmes du gouvernement fédéral et leur